

Convention collective

IDCC : 9081. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(ARDENNES)**

(22 octobre 1980)

(Etendue par arrêté du 29 juillet 1981,
Journal officiel du 5 septembre 1981)

AVENANT N° 79 DU 19 SEPTEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997006M*

IDCC : 9081

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Le syndicat régional des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de
Champagne-Ardenne ;
Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Marne et des Ardennes ;
La fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel
agricole,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT ;
L'union départementale des syndicats CGT-FO et la FGTA-FO ;
L'union départementale des syndicats CFTC ;
L'union départementale des syndicats CFDT ;
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La convention collective des exploitations et entreprises agricoles des
Ardennes est modifiée comme suit :

« Article 10

Embauchage. – Période d'essai

L'employeur qui engage un ouvrier doit exiger de celui-ci la présentation
d'un certificat de travail ou d'une attestation de cessation de travail, sauf s'il
s'agit d'un premier emploi.

Sauf accord écrit entre les parties prévoyant une période d'essai, tout engagement est considéré comme définitif.

La durée maximale de la période d'essai est fixée à 2 mois. Elle peut être renouvelée une fois pour une durée identique.

Pendant la période d'essai ou à l'issue de celle-ci, l'une ou l'autre partie peut se libérer en respectant le préavis prévu par l'article L. 1221-25 du code du travail et sans indemnités de part et d'autre.

Dans le cas de séparation au cours ou à l'issue de la période d'essai, la rémunération du salarié est calculée suivant le taux prévu pour la catégorie d'emploi pour lequel il avait été embauché. »

Article 14

Classification des emplois

(...)

Niveau IV. – Ouvriers, agents techniques et employés hautement qualifiés
Echelon 1

Exécution d'opérations très qualifiées à partir d'instructions régulières et générales, nécessitant la maîtrise approfondie des matériels et/ou des outils.

Pour la bonne réalisation des travaux confiés, le salarié doit avoir une connaissance approfondie des végétaux et/ou des animaux et des produits.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau IV (tel que correspondant à ce jour au référentiel du bac professionnel).

Echelon 2

L'exécution des opérations très qualifiées est faite en toute autonomie par le salarié qui maîtrise les processus et procédures des travaux confiés.

Le salarié a l'expérience nécessaire pour apprécier la qualité des résultats attendus. Il participe à la surveillance régulière du travail des autres salariés de l'exploitation. Il veille à la bonne application des consignes de sécurité et au port des équipements individuels de protection fournis.

Il peut être conduit à faire des suggestions et des propositions au chef d'entreprise ou au supérieur hiérarchique pour l'amélioration de l'organisation du travail des salariés qu'il surveille.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau IV (tel que correspondant à ce jour au référentiel du bac professionnel).

Article 37

Indemnité de licenciement

Une indemnité de licenciement est obligatoirement versée aux salariés comptant plus de 1 an d'ancienneté sur l'exploitation, licenciés sans faute grave.

Le montant de cette indemnité sera calculé comme suit : 1/5 de mois par année d'ancienneté, plus 2/5 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le salaire moyen des 12 ou des 3 derniers mois, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié. Il est entendu que, dans ce dernier cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel versée pendant les 3 derniers mois ne serait prise en compte que *pro rata temporis*. »

Article 2

Les parties demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières, le 19 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)